



THE OECD OBSERVATORY
OF CIVIC SPACE

Royaume du Maroc

Ministère de l'Économie, des Finances
et de la Réforme de l'Administration

Département de la Réforme de l'Administration



Formation autour de l'Espace Civique

Programme
8 Avril 2021
Zoom



Programme
MENA - OCDE
pour la Gouvernance



M-E-P-I



OCDE

DES POLITIQUES MEILLEURES
POUR UNE VIE MEILLEURE

Contexte

Dans le cadre du [Programme MENA-OCDE](#) pour la gouvernance, l'OCDE soutient le Maroc depuis 2012 dans l'élaboration et la mise en œuvre des politiques pour un gouvernement ouvert. Les résultats de cette coopération ont permis l'adhésion du Maroc à la [Recommandation de l'OCDE sur le gouvernement ouvert](#) en 2018.

Dans le cadre du suivi de la mise en œuvre de la Recommandation, et en particulier des dispositions 1, 2, 8 et 9, l'OCDE se propose de mener des activités autour du concept d'espace civique.

L'OCDE et l'espace civique

Qu'est-ce que l'espace civique ?

L'espace civique est l'ensemble des conditions juridiques, politiques, institutionnelles et pratiques nécessaires aux acteurs non gouvernementaux pour accéder à l'information, s'exprimer, s'associer, s'organiser et participer à la vie publique.

La promotion et la protection de l'espace civique sont des conditions préalables à une bonne gouvernance, à une croissance inclusive et à des politiques et réformes efficaces de gouvernement ouvert. Les citoyens et les organisations de la société civile sont alors en mesure de participer tout au long du cycle de gouvernance - de l'établissement des priorités politiques à la planification, au suivi des budgets et des dépenses, à la prestation de services et au suivi et à l'évaluation des résultats. Cela permet aux gouvernements d'aligner leurs politiques et leurs services sur les besoins des citoyens et d'ainsi répondre plus efficacement à leurs demandes.

L'Observatoire de l'Espace Civique de l'OCDE

Face au double constat de l'importance d'un espace civique protégé dans la poursuite de réformes du gouvernement ouvert et dans le même temps d'une érosion globale de l'espace civique dans le monde, l'OCDE a lancé en novembre 2019 [l'Observatoire de l'espace civique](#), une initiative au niveau mondial adoptée par le Groupe de Travail sur le Gouvernement Ouvert en octobre 2019. Cet observatoire a pour objectifs de :

- Suivre le cadre juridique, institutionnel et politique dans lequel les organisations de la société civile opèrent dans les pays membres et partenaires de l'OCDE ;
- Promouvoir et protéger l'espace civique et l'engagement des citoyens et soutenir les pays dans cette démarche ;
- Servir de plateforme de dialogue entre les différentes parties prenantes et pays impliqués.

Le questionnaire global sur le gouvernement ouvert, envoyé aux pays adhérents à la Recommandation de l'OCDE en décembre 2020 dans le cadre du suivi de la mise en œuvre de ladite Recommandation, contient par ailleurs une section dédiée à l'espace civique. Les réponses recueillies permettront de nourrir les travaux de l'Observatoire et d'identifier les dynamiques, bonnes pratiques et défis inhérents à la protection de l'espace civique à l'échelle internationale. L'ensemble des activités menées dans le cadre de l'Observatoire, dont les formations, pourront faire l'objet d'échanges entre le Maroc et les différents pays membres et partenaires de l'OCDE prenant part à l'initiative.

Proposition de coopération avec le Maroc dans le domaine de l'espace civique

Dans le cadre de sa coopération avec le Maroc et de son travail sur cette notion, le Secrétariat de l'OCDE propose d'organiser deux formations interactives à destination des fonctionnaires du gouvernement marocain autour des thématiques suivantes :

1. La notion d'espace civique ainsi que des modes de communication et de coopération avec les citoyens, comme moyen d'encourager et de renforcer la participation ;
2. Bonnes pratiques pour soutenir et renforcer les capacités des organisations de la société civile.

Format des formations :

- Public visé : 10 à 15 membres et fonctionnaires du gouvernement, en charge de la promotion du dialogue avec la société civile et les citoyens au sein des différents ministères sectoriels ;
- Format : 3 heures par formation. Il s'agit de formations interactives qui nécessitent un certain investissement de la part des participants au cours de la séance. Les deux formations étant complémentaires, il est préconisé que les mêmes personnes participent aux deux sessions.

La première formation se tiendra en ligne le **8 avril 2021**. La seconde formation se tiendra autour du **15 juin 2021**.

Formatrice : Carmen Malena

Les deux formations seront élaborées et dispensées par Carmen Malena, experte et consultante indépendante, avec le secrétariat de l'OCDE. Spécialiste de la gouvernance participative, l'engagement citoyen et la redevabilité sociale, Carmen Malena a collaboré à la conception du cadre analytique de l'OCDE pour l'évaluation de l'espace civique. Elle dispose par ailleurs de plus de 25 années d'expérience dans près de 40 pays en Afrique, Amériques, Asie, Europe et dans la région MENA avec de nombreuses organisations de la société civile, des organisations de développement bilatérales et multilatérales (OCDE, Banque Mondiale, PNUD, Banque Africaine de Développement) ainsi qu'avec des gouvernements. Carmen Malena a également à son actif une longue expérience dans la recherche participative, l'analyse des politiques, la conception et la gestion de programmes ainsi que dans la formation.

Programme de la première séance de formation (8 avril 2021)

| | |
|---------------|---|
| 14:00 – 14:15 | Ouverture |
| | <p>Allocutions d'ouverture</p> <ul style="list-style-type: none">● Mme Sarah Lamrani, Directrice des Études, de la Communication et de la Coopération, Département de la réforme de l'administration● M. Hamid Benchrifa, Directeur de la Direction des Relations avec la Société Civile, Ministère chargé des Droits de l'Homme et des Relations avec le Parlement <p>Mot de bienvenue et présentation du travail de l'OCDE sur l'espace civique</p> <ul style="list-style-type: none">● Mme Charlotte Denise-Adam, Analyste des Politiques, OCDE <p>Tour de table et présentation des participants</p> |
| 14:15 – 16:45 | Module interactif de formation |
| | <p>Au cours de cette première partie de la séance de formation, les participants prendront part à un dialogue et différentes activités autour des piliers et questions suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none">● Introduction autour du concept et des composantes clés de l'espace civique● Pourquoi l'espace civique est-il important ?● Exemple de bonnes pratiques de la Belgique <p>Intervenantes : Mme Carmen Malena, Consultante indépendante Mme Laurence Geyduschek, Agence pour la Simplification Administrative (ASA), Belgique</p> |
| | <i>Pause</i> |
| | <p>La seconde partie de la formation interactive sera articulée autour des thématiques suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none">● La participation citoyenne tout au long du cycle de gouvernance● Comment approfondir la participation publique ?● Conclusions et comment poursuivre ? <p>Intervenante : Mme Carmen Malena, Consultante indépendante</p> |
| 16:45 – 17:00 | Conclusions et prochaines étapes |

L'OCDE

L'Organisation de Coopération et de Développement Économiques ([OCDE](#)) est un organisme international qui a pour but de promouvoir des politiques visant à améliorer le bien-être économique et social des personnes partout dans le monde. Il est composé de 37 pays membres, d'un secrétariat basé à Paris et d'un comité formé d'experts issus du gouvernement et autres, spécialisés dans chaque domaine d'intervention de l'organisation. L'OCDE offre un forum dans lequel les gouvernements peuvent travailler de pair afin de partager leurs expériences et rechercher des solutions aux problèmes communs auxquels ils font face. Nous travaillons en collaboration avec les gouvernements pour comprendre les facteurs à l'origine des changements économiques, sociaux et environnementaux.

Le Programme MENA-OCDE pour la gouvernance

Le [Programme MENA-OCDE](#) pour la gouvernance est un partenariat stratégique entre les pays de la région MENA et de l'OCDE pour partager des connaissances et de l'expertise, en vue de diffuser les normes et les principes de bonne gouvernance qui soutiennent le processus de réforme en cours dans la région MENA. Le programme renforce la collaboration avec les initiatives multilatérales les plus pertinentes actuellement en cours dans la région. Grâce à ces initiatives, le Programme agit comme un des principaux défenseurs de la gestion des réformes de la gouvernance publique en cours dans la région MENA. Le programme fournit une structure durable pour le dialogue de la politique régionale ainsi que pour des projets pays spécifiques.

Le projet de l'OCDE pour le Gouvernement Ouvert

L'OCDE soutient les pays membres du PGO et ceux qui veulent en être membre à l'élaboration et à la mise en œuvre des politiques de gouvernement ouvert. Elle fournit aux pays ses analyses en matière de gouvernement ouvert et contribue au recueil des données pour favoriser des recommandations fondées sur les faits. Des examens de gouvernement ouvert ainsi que des groupes de travail régionaux contribuent à l'élaboration de cadres détaillés de réforme du secteur public inspirés par les principes de gouvernement ouvert. Dans le cadre d'un [projet régional](#), l'OCDE soutient la Jordanie, le Liban, le Maroc et la Tunisie dans l'élaboration et la mise en œuvre de réformes pour un gouvernement ouvert et le renforcement d'une culture de transparence dans le secteur public. Le projet est financé par l'Initiative du Partenariat du Moyen Orient (MEPI) des États-Unis.

L'Observatoire de l'Espace Civique de l'OCDE

L'[Observatoire de l'espace civique](#) de l'OCDE est une initiative au niveau mondial lancée en novembre 2019. Cet observatoire a pour objectifs de :

- Suivre le cadre juridique, institutionnel et politique dans lequel les organisations de la société civile opèrent dans les pays membres et partenaires de l'OCDE ;
- Promouvoir et protéger l'espace civique et l'engagement des citoyens et soutenir les pays dans cette démarche ;
- Servir de plateforme de dialogue entre les différentes parties prenantes des pays impliqués.

CONTACT

Sarah Lamrani | s.lamrani@mmsp.gov.ma
Charlotte Denise-Adam | Charlotte.DENISE-ADAM@oecd.org

Suivez-nous sur Twitter

@OECDGov
#MENAOCED #OECDGO